Quatre-vingt-quatrième année. — N° 228. Le Numéro : 15 francs. Lundi 22 et Mardi 23 Septembre 1952.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu in extenso des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu in extenso des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu in extenso des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Edition des Lois et Décrets et les Editions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Ministère de la justice.

Arrêtés portant inscriptions au tableau d'avancement et promotions (conseil d'Etat) (p. 9230).

Ministère des affaires étrangères.

Arrêtés portant détachements et admission à la retraite (administration centrale et services extérieurs) (p. 9230).

Ministère de l'intérieur.

Décret ajoutant le Havre à la liste des lieux dans lesquels défense est faite de paraître à tous les individus frappés d'interdiction de séjour (rectificatif) (p. 9231).

Arrêtés portant détachements :
Administration préfectorale (p. 9231).
Personnel du cadre des préfectures (p. 9231).
Sûreté nationale (p. 9231).

Ministère de la défense nationale.

Arrêté du 30 août 1952 portant remise de débet (p. 9231).

Arrêté portant nomination du chef de l'état-major particulier du secrétaire d'Etat à la marine (p. 9231).

Arrêté portant nomination d'un rapporteur près la commission consultative des marchés du secrétariat d'Etat à l'air (p. 9231).

Arrêtés portant détachements et acceptation de démission (personnels civils extérieurs de la guerre) (p. 9231).

Liste de véhicules susceptibles d'être rétrocédés à leurs anciens propriétaires (p. 9232).

Ministère des finances et des affaires économiques.

Décret du 20 septembre 1952 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 9232).

Arrêtés portant nominations et détachement :
Administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques (p. 9232).
Corps de contrôle des assurances (p. 9232).
Experts économiques d'Etat (p. 9232).

Tableau d'avancement de classe d'administrateurs civils du secrétariat d'Etat aux affaires économiques détachés auprès de l'administration centrale du protectorat au Maroc et *arrêté* portant promotions (p. 9232).

Tableau d'avancement de classe d'administrateurs civils en fonction auprès du gouvernement général de l'Algérie et *arrêté* portant promotions (p. 9233).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Arrêtés portant détachements :
Administration centrale (p. 9233).
Navigation aérienne (p. 9233).
Office national de la navigation (p. 9233).
Ponts et chaussées (p. 9233).

Ministère de l'industrie et du commerce.

Arrêté portant détachement (administration centrale) (p. 9233).

Ministère de l'agriculture.

Arrêtés portant détachements :
Administration centrale (p. 9233).
Eaux et forêts (p. 9233).
Enseignement ménager agricole (p. 9233).
Génie rural (p. 9233).

Ministère de la France d'outre-mer.

Arrêtés portant inscriptions au tableau d'avancement, promotions et détachements :
Administration centrale (p. 9233).
Administration générale (p. 9233).
Agriculture (p. 9233).
Eaux et forêts (p. 9234).
Géologues (p. 9234).
Transmissions (p. 9234).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêtés portant détachements (administrateurs et services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre) (p. 9231).

Tableau d'avancement de classe des secrétaires d'administration pour l'année 1952 et *arrêté* portant promotions (administration centrale et caisse nationale de sécurité sociale) (p. 9235).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Arrêtés des 2 et 5 août 1952 portant dissolution et fusion de sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 9235).

Arrêtés du 20 août 1952 portant déclaration d'urgence de travaux nécessaires à la réalisation de projets de reconstruction et d'aménagement dans diverses communes (p. 9235).

Arrêté du 12 septembre 1952 portant modification au projet de reconstruction et d'aménagement d'une commune (p. 9235).

Arrêtés portant création de quartiers de compensation dans diverses communes (p. 9235).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant détachements (administration centrale et services extérieurs) (p. 9235).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 9236).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Avis relatif au tirage de la trente-cinquième tranche de la loterie nationale 1952 (p. 9236).

Sociétés étrangères d'assurances: Avis d'agrément de représentants responsables (p. 9238).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Tarifs de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 9236).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie (p. 9238).

Annonces (p. 9239).

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

Assemblée nationale. — Annexes: feuilles 5 et 6 (session de 1952) (*pour l'édition complète*). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

SOMMAIRE DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

publiés du 15 au 21 septembre 1952.

ASSEMBLEE NATIONALE

Feuille 111.

Fonctionnaires mutés dans un nouvel emploi par suite d'aggravation de blessures de guerre. — Rémunération semblable à celle du premier emploi. — Rapport par M. Cristofol..... p. 3521

Personnes ayant pris une part active à la résistance. — Bonifications d'ancienneté et dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement. — Proposition de loi de M. de Pierrebourg..... p. 3521

Statut des agents des cadres complémentaires. — Revision de situation et titularisation des auxiliaires temporaires. — Rapport par M. Cristofol..... p. 3521

Budget 1952. — Développement des crédits (Finances. — Services financiers). — Rapport par M. Abel Gardey..... p. 3522

Code général des impôts. — Modification de l'article 195 sur la surtaxe progressive. — Propositions de loi de M. Georges Pernot ..... p. 3523

Equilibre du budget de 1952. — Réforme, dégrèvements et dispositions fiscales. — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé ..... p. 3524

Feuille 112.

Equilibre du budget de 1952. — Réforme, dégrèvements et dispositions fiscales. — Rapport supplémentaire par M. Charles Barangé (*suite*) ..... p. 3553

Code du travail. — Modification des articles 44 a et 44 b concernant les fiches de paye des salariés. — Proposition de loi de M. Besset..... p. 3553

Cadre des administrateurs civils. — Intégration des agents supérieurs non admis pour des considérations de pourcentage. — Proposition de loi de M. Robert Ballanger.. p. 3554

Cadre de contrôleurs. — Intégration des commis et commis principaux de l'assistance publique. — Proposition de loi de M. André Marty..... p. 3555

Attribution de trois mille tonnes de métaux ferreux aux négociants en métaux des Bouches-du-Rhône. — Proposition de résolution de M. Cermolacce..... p. 3555

Budget 1952. — Développement des crédits (Etats associés. — Dépenses civiles). — Avis ..... p. 3556

Budget 1952. — Développement des crédits (Affaires économiques). — Avis ..... p. 3556

Budget 1952. — Développement des crédits (Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale). — Avis ..... p. 3556

Reboisement des terres. — Complément à l'article 157 du code général des impôts. — Proposition de loi de M. Montillot ..... p. 3557

Taxes sur le chiffre d'affaires dans l'industrie du bâtiment. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 3557

Avances de fonds par les entrepreneurs de travaux publics. — Délais de payement de la taxe d'enregistrement. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 3558

Délégation sur travaux aux organismes de sécurité sociale. — Proposition de loi de M. Deixonne..... p. 3558

Sommes dues par les administrations publiques aux entrepreneurs de travaux. — Accélération du règlement. — Proposition de résolution de M. Deixonne..... p. 3558

Travaux traités par corps d'état en ce qui concerne les grandes collectivités publiques. — Proposition de résolution de M. Deixonne ..... p. 3559

Crédits provisionnels affectés aux services de la défense nationale pour les deux premiers mois de l'exercice 1952. — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 3559

Droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française. — Suspension pour six nouveaux mois de leur perception. — Projet de loi ..... p. 3559

Constitution, en zone franche, de la Côte française des Somalis. — Ratification du décret du 16 avril 1949. — Suppression du tarif douanier et réglementation du service des douanes. — Projet de loi ..... p. 3560

Code pénal. — Modification de l'article 224 concernant l'outrage verbal. — Projet de loi..... p. 3560

Abrogation des dispositions législatives supprimant le sursis et les circonstances atténuantes. — Application à l'Algérie. — Projet de loi..... p. 3560

Transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil. — Projet de loi..... p. 3561

Rémunération des heures supplémentaires. — Complément à la loi du 25 février 1946. — Projet de loi..... p. 3561

Conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers. — Modification de l'article 64 c du livre II du code du travail et application à l'Algérie. — Rapport par M. Boutbien ..... p. 3562

Limite d'âge des fonctionnaires en matière de retraite. — Rapport par M. Cristofol ..... p. 3562

Fixation du montant des rentes viagères. — Principe de l'échelle mobile. — Modification du livre 1er du code du travail. — Rapport par M. Robert Coutant..... p. 3563

Exemption des taxes à la production et sur les transactions en ce qui concerne les produits pharmaceutiques. — Proposition de loi de M. Mora..... p. 3565

Etat de siège à Madagascar. — Proposition de résolution de M. Kriegel-Valrimont ..... p. 3565

Aménagement de chutes d'eau dans le département de la Loire. — Proposition de résolution de M. Palmaud.... p. 3566

Abrogation des taxes sur la viande. — Proposition de loi de Mme Jeannette Vermeersch..... p. 3566

Code pénal. — Abrogation du décret du 4 décembre 1939 en ce qui concerne Madagascar et dépendances. — Proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont..... p. 3567

Budget 1952. — Développement des crédits (Affaires économiques). — Rapport par M. Gilles Gozard..... p. 3567

Budget 1952. — Développement des crédits (Etats associés). — Rapport par M. Burlot..... p. 3568

Fonctionnaires de la Société nationale des chemins de fer français ayant exercé avant la guerre 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. — Proposition de loi de M. Albert Schmitt ..... pp. 3568 et 3569

Dépôt des demandes de prêts accordés aux anciens combattants volontaires de la Résistance. — Prorogation du délai imparti par la loi du 24 mai 1951. — Proposition de loi de M. Hénault..... p. 3569

Budget 1952. — Développement des crédits (Présidence du conseil). — Avis..... p. 3570

Budget 1952. — Développement des crédits (Anciens combattants et victimes de la guerre). — Avis..... p. 3570

Budget 1952. — Défense nationale. — Ouverture de crédits provisionnels pour les deux premiers mois de 1952. — Rapport par M. Pineau..... p. 3571

Formation professionnelle agricole. — Proposition de loi de M. Driant ..... p. 3583

Budget 1952. — Développement des crédits (Travaux publics, transports et tourisme. — II. — Aviation civile et commerciale). — Rapport par M. Jean-Moreau..... p. 3583

Amnistie à l'égard des étrangers appartenant à des pays neutres condamnés pour faits de collaboration économique. — Proposition de loi de M. Jules-Julien..... p. 3584

Protection des appellations d'origine en matière de fromage. — Proposition de loi de M. Jean Masson..... p. 3584

Feuille 113.

Proposition des appellations d'origine en matière de fromage. — Proposition de loi de M. Jean Masson (*suite*)..... p. 3585

Budget 1952. — Dépenses d'investissements économiques et sociaux. — Lettre rectificative au projet de loi..... p. 3585

Projet de loi..... p. 3585

Evénements survenus en 1950 en Côte d'Ivoire. — *Nomination d'une commission spéciale pour enquête.* — Rapport par M. Defos du Rau..... p. 3587

Stations sanatoriales de cure pour tuberculose. — *Statut légal.* — Proposition de loi de M. Louis Martel..... p. 3587

Rétablissement des communications, réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages hydrauliques dans le Sud-Est. — *Ouverture de crédit.* — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3589

Exploitation des houillères de Ronchamp. — Proposition de résolution de M. Joseph-André Hugues..... p. 3589

Récompense à ceux qui ont remis leur or à l'Etat pendant la guerre de 1914-1918. — Proposition de loi de M. Delachenal ..... p. 3590

Adjoints forestiers. — *Modification du décret n° 51-299 du 28 février 1951.* — Rapport par M. Loustau..... p. 3590

Augmentation du taux de la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les payements de l'Etat des collectivités et établissements publics. — Projet de loi ..... p. 3591

Code civil. — *Complément à l'article 47.* — Projet de loi..... p. 3591

Exploitation des houillères de Ronchamp. — *Mesures nécessaires pour son maintien.* — Proposition de résolution de M. Maurice Georges..... p. 3591

Budget 1952. — Développement des crédits (Anciens combattants et victimes de la guerre). — Rapport par M. Darou ..... p. 3591

Budget 1952. — Développement des crédits (Présidence du conseil). — Rapport par M. Guy Petit..... p. 3592

Code du travail. — *Etablissement du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer.* — Rapport par M. Boutbien..... p. 3592

Salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer. — *Création de commissions paritaires départementales du coût de la vie.* — Rapport par M. Boutbien..... p. 3593

Ratification de la convention entre la France et le Conseil de l'Europe. — *Bénéfice de la sécurité sociale pour le personnel dudit conseil.* — Rapport par M. Duquesne. p. 3593

Code du travail. — *Suppression de la condition de résidence pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes.* — Rapport par Mme Francine Lefebvre..... p. 3593

Sécurité sociale des bateliers rhénans. — Rapport par M. Duquesne..... p. 3594

Ratification de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie. — *Sécurité sociale et prestations familiales.* — Rapport par M. Duquesne..... p. 3594

Ratification de la convention générale entre la France et le Danemark sur la sécurité sociale. — Rapport par M. Duquesne..... p. 3594

Budget 1952. — Développement des crédits (Santé publique et population). — Avis..... p. 3594

Confédération européenne. — Proposition de résolution de M. Gaston Palewski..... p. 3595

Projet de communauté militaire européenne dans un cadre confédéral. — Proposition de résolution de M. Billotte. p. 3596

Allocation compensatrice des augmentations de loyers aux économiquement faibles. — *Report au 31 mars 1952 du délai de forclusion.* — Proposition de résolution de M. Besset..... p. 3598

Budget 1952. — Développement de crédits (budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision françaises). — Avis ..... p. 3598

Budget 1952. — Développement de crédits (budget annexe des postes, télégraphes et téléphones). — Avis..... p. 3599

Comptes spéciaux du Trésor pour 1952. — Avis..... p. 3599

Interdiction de la pêche au ring net. — *Décision de l'Assemblée algérienne.* — Avis..... p. 3600

Indignité nationale. — *Suppression de la majoration de 10 p. 100 des impositions.* — Proposition de loi de M. Bernard Lafay..... p. 3600

Exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord. — *Ratification de la convention du 12 mai 1949.* — Rapport par M. Midol..... p. 3600

Code général des impôts. — *Redevance sur les eaux-de-vie vendues aux élaborateurs de spiritueux.* — Proposition de loi de M. Paul Coste-Floret..... p. 3602

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée ..... p. 3603

Comptes spéciaux du Trésor. — Rapport par M. Charles Barangé ..... p. 3604

Budget 1952. — Développement des crédits (Santé publique et population). — Rapport par M. Marcel David..... p. 3605

Budget 1952. — Développement des crédits (budget annexe des postes, télégraphes et téléphones). — Rapport par M. Léon Dagain..... p. 3605

Budget 1952. — Développement des crédits (budget annexe de la radiodiffusion et de la télévision françaises). — Rapport par M. Ulver..... p. 3606

Inscription maritime dans les territoires d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Ninine..... p. 3606

Budget 1952. — Développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux. — Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3607

Déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy. — Projet de loi..... p. 3608

Budget 1952. — Développement des crédits (Education nationale). — Avis..... p. 3609

Budget 1952. — Développement des crédits (Education nationale). — Rapport par M. Simonnet..... p. 3609

Production et recherche du pétrole en Alsace. — Proposition de résolution de M. Albert Schmitt..... p. 3609

Attribution de la pension de réversion aux veuves remariées ou vivant en concubinage avant la promulgation de la loi du 1er septembre 1948. — Proposition de loi de M. Gabriel Paul..... p. 3610

Fonds spécial d'investissement routier. — *Création et bénéfice à la voirie vicinale et rurale de ce fonds.* — Proposition de loi de M. Pierre de La Gontrie..... p. 3610

Société nationale des chemins de fer français. — *Validité des billets « promenades d'enfants ».* — Proposition de résolution de M. Guiguen..... p. 3611

Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel. — *Création d'une section de crédit thermal.* — Rapport par M. Mabrut..... p. 3611

Dispositions financières transitoires pour l'exercice 1952. — Projet de loi..... p. 3613

Feuille 114.

Dispositions financières transitoires pour l'exercice 1952. — Projet de loi (*suite*)..... p. 3617

Rapport par M. Charles Barangé..... p. 3617

Formation des assemblées de groupe et locales en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar. — Avis..... p. 3618

Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — *Composition et formation.* — Avis..... p. 3620

Création d'une caisse spéciale à l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre au profit d'œuvres sociales. — Proposition de loi de M. Berthet..... p. 3620

Célébration du centenaire de la médaille militaire. — Avis par M. Paul Palewski..... p. 3620

Distribution de secours sur la côte landaise. — *Réparation des dégâts.* — Proposition de résolution par M. Marcel David ..... p. 3621

Rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer. — Modification et complément à la loi n° 50-407 du 3 avril 1950. — Proposition de loi de M. Emmanuel Véry ..... p. 3621

Régime financier des houillères du Sud-Oranais. — Approbation d'une convention entre l'Etat et l'Algérie. — Projet de loi..... p. 3622

Aide aux sinistrés de la côte basque, par suite des inondations de 1951. — Proposition de résolution de M. Mora. p. 3626

Bénéfice de l'allocation chômage aux jeunes filles sans travail. — Proposition de loi par Mme François..... p. 3626

Aide aux collectivités et particuliers victimes de la tempête sur le littoral breton. — Proposition de résolution de M. Signor..... p. 3626

Statut de la magistrature. — Projet de loi..... p. 3627

Secours aux marins pêcheurs, aux ostréiculteurs, aux collectivités locales du bassin d'Arcachon. — Proposition de résolution de M. Marc Dupuy..... p. 3631

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1952

Feuille 1.

Demande à l'Assemblée nationale d'une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi sur le développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952. Résolution ..... p. 4

Dommages de guerre et construction. — *Développement des dépenses de réparation pour l'exercice 1952.* — Avis.. p. 4
Rapport par M. Charles Barangé..... p. 7

Budget 1952. — *Crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils.* — Avis..... p. 4
Rapport par M. Charles Barangé..... p. 7

Aide aux sinistrés de la zone Sud du bassin d'Arcachon. — Proposition de résolution de M. de Gracia..... p. 6

Aide aux sinistrés des communes côtières des Basses-Pyrénées. — Proposition de résolution de M. de Monsabert. p. 6

Pensions civiles et militaires. — *Complément à l'article 59 de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime.* — Proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski..... p. 6

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 9

Budget 1952. — *Développement des crédits (prestations familiales agricoles).* — Avis ..... p. 9
Rapport par M. Raffarin..... p. 10

Budget 1952. — *Développement des crédits (Finances.* — *I. Charges communes).* — Avis..... p. 10
Rapport par M. Abel Gardey..... p. 20

Réglementation de la prostitution. — *Abrogation de la loi du 13 avril 1946.* — Proposition de loi de M. Pierre-Fernand Mazuez ..... p. 11

Réforme des concours hospitaliers. — Proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez..... p. 13

Déficits d'exploitation des agriculteurs. — *Report sur les bénéfices des exercices suivants.* — Proposition de M. Pierre-Fernand Mazuez ..... p. 13

Pensions civiles et militaires. — *Complément à l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime et revision de certaines pensions.* — Rapport par M. Le Coutaller ..... p. 14

Traité de l'Atlantique Nord. — *Accession de la Grèce et de la Turquie.* — Projet de loi ..... p. 15

Création d'un service d'autorail entre Bourges et le Mont-Dore, en hiver. — Proposition de résolution de M. Cherrier ..... p. 16

Législation économique. — *Modification de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur la constatation, la poursuite et la répression des infractions.* — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ..... p. 16

Formation d'assemblées de groupe et locales dans certains territoires d'outre-mer. — Rapport par M. Senghor.... p. 17

Conseil général de la Nouvelle-Calédonie. — *Composition et formation.* — Rapport par M. Laforest..... p. 19

Retraite. — *Continuation du payement de la retraite lorsque le livret est arrivé à échéance.* — Proposition de loi de M. Cherrier ..... p. 20

Equipages navigants de l'aviation civile. — *Organisation d'un contrôle médical permanent.* — Proposition de résolution de M. Regaudie ..... p. 21

Entreprises de crédit différé. — Rapport par M. Minjoz ..... p. 21

Statut des droguistes et marchands de couleur. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ..... p. 29

Code général des impôts. — *Abrogation de l'article 160 sur la taxation des plus-values sur la vente de participations.* — Proposition de loi de M. Jean-Paul David.... p. 29

Carte d'identité pour les inscrits au registre du commerce. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais ..... p. 30

Construction de logements. — Proposition de loi de M. Serafini ..... p. 30

Sociétés à responsabilité limitée. — *Modification de l'article 18 de la loi du 7 mars 1925.* — Proposition de loi de M. Louis Rollin ..... p. 32

Feuille 2.

Sociétés à responsabilité limitée. — *Modification de l'article 18 de la loi du 7 mars 1925.* — Proposition de loi de M. Louis Rollin (suite) ..... p. 33

Code du travail. — *Modification de l'article 54 F sur les congés annuels.* — Proposition de loi de M. Coudray.. p. 33

Rentes viagères. — *Modification des dispositions de la loi du 25 mars 1949 sur la revision et revalorisation de ces rentes.* — Rapport par M. Maurice Grimaud..... p. 33

Industries saisonnières de l'habillement et de la parure. — *Répression de la contrefaçon.* — Avis ..... p. 36

Budget 1952. — *Développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux.* — Avis ..... p. 36
Rapport par M. Charles Barangé ..... p. 38

Aide aux habitants et collectivités sinistrés et création d'une caisse nationale des calamités publiques. — Proposition de résolution de M. Guy Petit ..... p. 40

Immeubles ou locaux détruits par suite de faits de guerre. — *Indemnité aux commerçants, industriels ou artisans ayant perdu leur droit au bail.* — Rapport par M. Emile Halbout ..... p. 40

Assistance économique à la Yougoslavie. — *Ouverture de crédit sur l'exercice 1951.* — Rapport par M. Abel Gardey ..... p. 41

Assemblée des Nations Unies. — *Commission d'enquête dans les pays de langue arabe.* — Proposition de résolution de M. de Saivre ..... p. 42

Centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza. — Proposition de résolution de M. Mitterrand..... p. 42

Office national antiacridien. — *Modification de l'ordonnance du 7 décembre 1943.* — Projet de loi..... p. 42

Droits de douane. — *Approbation de délibérations prises:*
Par le conseil d'administration des îles Wallis et Futuna. — Projet de loi ..... p. 43
Par l'assemblée représentative de Madagascar. — Projet de loi ..... p. 44
Par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie. — Projet de loi ..... p. 44

Aide aux collectivités et particuliers victimes des tempêtes sur le littoral de la Manche et de l'Océan. — Rapport par M. Ramarony ..... p. 44

Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. — Rapport par M. Frugier ..... p. 45

Fonds de commerce sinistrés. — *Normalisation du payement.* — Proposition de loi de M. de Léotard ..... p. 47

SESSION DE 1952

Feuille 1.

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée ..... p. 1

Licences d'importation et droits de douane sur les articles vestimentaires de provenance étrangère. — Proposition de résolution de Mme Jeannette Vermeersch..... p. 1

Aide aux sinistrés de Saint-Trojan (Charente-Maritime). — Proposition de résolution de M. Gosnat..... p. 2

Revision des pensions dites abusives. — *Eviction de celles attribuées par décision de justice.* — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 2

Société nationale des chemins de fer français. — *Prolongation de quinze jours des billets populaires de congés annuels.* — Proposition de résolution de M. Cogniot... p. 2

Approvisionnement en laiton de l'usine Renfert de Bourges. — Proposition de résolution de M. Cherrier..... p. 3

Réparation de dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français. — Avis par M. Gabelle. p. 3

Livraison de machines à tailler « La Précision moderne » de Vierzon aux différents pays de l'Europe orientale. — Proposition de résolution de M. Cherrier..... p. 3

Parité des salaires des travailleurs de l'Etat avec ceux de la métallurgie parisienne. — Application du décret du 22 mai 1951. — Proposition de résolution de M. Bartolini ..... p. 3

Création de caisses mutuelles d'assurances récoltes. — Rapport par M. Gourdon..... p. 4

Mise à la retraite anticipée pour les fonctionnaires civils et militaires titulaires de la carte de déporté résistant. — Proposition de loi de M. Bouxom..... p. 4

Débits de boissons. — Modification et complément à la loi du 1er octobre 1917. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux. p. 5

Lutte contre le travail noir. — Modification des articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940. — Proposition de loi de M. Villard..... p. 5

Emploi des mutilés pensionnés de guerre dans les exploitations industrielles et commerciales. — Proposition de résolution de M. Klock..... p. 6

Congés de longue durée à certains fonctionnaires atteints de maladies imputables à la guerre. — Proposition de M. Charret..... p. 6

Taxe locale sur le chiffre d'affaires. — Majoration facultative. — Proposition de loi de M. Denvers..... p. 7

Prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi. — Résolution..... p. 7

Exonération du timbre piscicole en faveur des titulaires de la carte d'économiquement faible. — Proposition de loi de M. Desson..... p. 7

Intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des attachés. — Rapport par M. Demusois..... p. 8

Intégration totale des commis et commis principaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs. — Rapport par M. Demusois..... p. 8

Transfert et dévolution de biens d'entreprises de presse. — Modification de la loi du 11 mai 1946. — Proposition de M. Gosset..... p. 8

Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée..... p. 11

Centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza. — Proposition de résolution de M. Juglas..... p. 11

Industries saisonnières de l'habillement et de la parure. — Répression de la contrefaçon. — Rapport par M. de Moro-Giafferri ..... p. 12

Liberté de la presse. — Modification de certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881. — Rapport par M. Minjoz.. p. 12

Fonctionnement normal du régime républicain. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David..... p. 14

Augmentation des allocations d'assistance. — Proposition de résolution de M. Deliaune..... p. 14

Recrutement de l'armée. — Complément et modification à l'article 5 de la loi du 30 novembre 1950. — Proposition de loi de M. de Benouville..... p. 14

Funérailles nationales du général de Lattre de Tassigny. — *Ouverture de crédits.* — Projet de loi..... p. 15

Dignité de maréchal de France au général de Lattre de Tassigny. — Projet de loi..... p. 15

Réparation des dommages causés par les tempêtes sur les côtes du Finistère. — Proposition de résolution de M. Reeb..... p. 15

Production des arachides dans les territoires d'outre-mer. — Proposition de loi de M. Senghor..... p. 15

Code général des impôts. — Modification des articles 283 et 290. — Proposition de loi de M. Gaborit..... p. 16

Allocation temporaire aux personnes non salariées des professions agricoles. — Proposition de loi de M. Waldeck Rochet ..... p. 16

Tarifs de vente du gaz, de l'électricité et de l'eau. — Réduction aux économiquement faibles. — Proposition de loi de M. Marcel Cachin..... p. 17

Cumul d'une pension de retraite et d'un traitement d'activité pour les retraités de la Société nationale des chemins de fer français. — Proposition de loi de M. Mouton..... p. 17

Permis de conduire pour les motocycles ne dépassant pas 125 cm³. — Proposition de résolution de M. Alfred Costes. p. 18

Plafond du cumul d'une pension et d'un traitement civil. — Modification de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944. — Proposition de loi de M. Cristofol..... p. 18

Composition du Gouvernement. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David..... p. 19

Dignité de maréchal de France au général Juin. — Proposition de résolution de M. Jarrosson..... p. 19

Engagement définitif pour les officiers en non-activité. — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 19

Permis national de chasse. — Proposition de loi de M. Radius. p. 20

Redevance sur le montant de la journée maladie octroyée aux communes, et mise à la charge des établissements hospitaliers. — Proposition de loi de M. Jean Paul David. p. 21

Dégagement des cadres de magistrats. — Complément à la loi du 7 juin 1951. — Proposition de loi de M. André Bardon. p. 21

Dignité de maréchal de France au général Leclerc de Hautecloque. — Proposition de loi de M. Bernard Lafay..... p. 21

Réductions sur la taxe proportionnelle en faveur des contribuables chargés de famille. — Proposition de loi de Mme Jeannette Vermeersch..... p. 22

Code général des impôts. — Exemption du payement des acomptes provisionnels pour certains contribuables. — Proposition de loi de M. Marc Dupuy..... p. 22

Code général des impôts. — Régime du forfait. — Proposition de loi de M. Jacques Duclos..... p. 22

Dommages de guerre. — Modification des articles 19 et 73 de la loi du 28 octobre 1946. — Proposition de loi de M. Pierre Souquès..... p. 22

Insigne des blessés de guerre. — Réglementation de son port. — Proposition de loi de M. Quinson..... p. 23

Travaux de réfection de la digue de Mers-les-Bains. — Proposition de loi de M. Prot..... p. 23

Rétention des stocks. — Rétablissement des dispositions de l'article 15 de l'ordonnance du 30 juin 1945. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont..... p. 23

Exercice de la profession d'avocat. — Nullité de l'acte dit loi du 26 juin 1941. — Institution du certificat d'aptitude. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 24

Subvention à l'université de Saint-Joseph de Beyrouth. — Proposition de résolution de M. Vigier..... p. 24

Financement des chambres d'agriculture. — Proposition de résolution de M. Kauffmann..... p. 24

Centenaire de la médaille militaire. — Maison d'éducation pour jeunes filles orphelines ou indigentes dont le chef de famille a obtenu ladite médaille. — Proposition de résolution de M. Huel..... p. 24

Comité interprofessionnel de l'armagnac. — Proposition de loi de M. Liquard..... p. 25

Détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique. — Proposition de résolution de M. Charret..... p. 26

Prestations familiales. — Complément à l'article 9 de la loi du 22 août 1946. — Proposition de loi de M. Louis Rollin. p. 26

Coopératives d'administrations et d'entreprises nationalisées privées. — Réglementation du fonctionnement. — Rapport par M. Marcellin..... p. 27

Honorariat au grade supérieur pour certains officiers en retraite depuis le 30 août 1940. — Proposition de loi de M. Médecin..... p. 27

Sécurité sociale dans les mines. — Complément à l'article 204 du décret du 27 novembre 1946. — Propositions de loi de M. Catoire..... pp. 28 et 29

Code de procédure civile. — Modification des dispositions sur la vente des biens de mineurs. — Proposition de loi de M. Siefridt..... p. 28

Domicile électoral à Paris pour les Français résidant au Maroc et en Tunisie. — Proposition de loi de M. Devinat..... p. 29

Traité de l'Atlantique Nord. — Accession de la Grèce et de la Turquie. — Avis par M. de Monsabert..... p. 30

Taux d'extraction des farines panifiables de blé. — Rapport par M. Briot..... p. 30

Amnistie. — Modification de la loi du 5 janvier 1951. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 31

Secours aux chômeurs de l'industrie textile dans l'Isère. — — Proposition de résolution de M. Dufour..... p. 32

Echanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest pour la prospérité des industries et notamment l'industrie textile. — Proposition de résolution de M. Billat..... p. 32

Feuille 2.

Echanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest pour la prospérité des industries et notamment de l'industrie textile. — Proposition de résolution de M. Billat (*suite*)..... p. 33

Péréquation des pensions des retraités des collectivités locales. — Proposition de résolution de M. Mignot..... p. 33

Relèvement du taux des allocations aux familles dont les jeunes gens sous les drapeaux sont les soutiens. — Proposition de loi de M. Billat..... p. 33

Vente, exposition, importation d'accessoires paramédicaux. — Modification de la loi du 6 avril 1910. — Rapport par M. Barrier..... p. 33

Durée du service militaire et recrutement de l'armée. — Modification. — Rapport par M. Triboulet..... p. 34

Traitement et prophylaxie de l'alcoolisme chronique. — Avis par M. Henri Lacaze..... p. 34

Salaire minimum interprofessionnel garanti. — Convocation de la commission supérieure des conventions collectives. — Rapport par M. Robert Coutant..... p. 35

Allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre. — Modification de la loi du 18 mars 1950. — Proposition de loi de M. Triboulet..... p. 36

Transfert au Panthéon du corps du capitaine aviateur Jean Mariot. — Proposition de loi de M. Léger..... p. 36

Réorganisation des transports ferroviaires et routiers et assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français. — Proposition de loi de M. Pellenc..... p. 36

Feuille 3.

Réorganisation des transports ferroviaires et routiers et assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français. — Proposition de loi de M. Pellenc (*suite*)... p. 65

Taxe proportionnelle. — Abattement à la base forfaitaire de 480.000 F. — Proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski ..... p. 71

Etudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles. — Bénéfice à partir du 1er mars 1952 d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne. — Proposition de résolution de M. Triboulet..... p. 71

Préparateurs en pharmacie. — Bénéfice de l'article 5 de la loi du 8 avril 1946. — Proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez..... p. 72

Dommages de guerre. — Modification des articles 48 à 58. — Rapport par M. René Schmitt..... p. 73

Bénéfice aux titulaires d'une pension de veuve, ou de réversion ou du secours viager d'une majoration prévue pour les veuves ayant au moins trois enfants. — Rapport par M. Meck..... p. 75

Ouvriers permanents des parcs automobiles, des services d'entretien maritimes et fluviaux et bases aériennes des ponts et chaussées. — Fixation des salaires nationaux. — Proposition de loi de M. Métayer..... p. 75

Allocations familiales. — Modifications de certaines dispositions. — Proposition de loi de M. Delachenal..... p. 75

Modification du régime de l'admission temporaire sur les fils, filés et tissus de coton ou de fibrane destinés au blanchiment, à la teinture ou apprêts ou au finissage lorsqu'ils doivent être exportés dans certains territoires d'outre-mer. — Proposition de résolution de M. Ducreux..... p. 76

Allégement des prix de vente de l'électricité à certains usagers. — Proposition de loi de M. Etienne Fajon..... p. 76

Officiers de la gendarmerie. — Modifications des limites d'âge pour les officiers généraux et supérieurs. — Adoption des limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes, adoption des actuelles limites d'âge des sous-officiers. — Rapport par M. Métayer..... p. 77

Modification des règles applicables en matière de prix. — Proposition de loi de M. Jean Cayeux..... p. 77

Amnistie en matière d'élections dans quatre départements d'outre-mer. — Avis..... p. 78

Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée ..... p. 78

Sécurité sociale. — Adaptation de la législation à la situation des cadres. — Ouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations au profit des auteurs et compositeurs. — Rapport par M. Viatte..... p. 78

Sécurité sociale. — Précision du statut des gérants de société. — Rapport par M. Viatte..... p. 79

Remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer. — Rapport par M. Fayet..... p. 79

Interdiction des procédés de vente dits « à la boule de neige ». — Avis..... p. 80

Régime pénitentiaire applicable aux vieillards. — Proposition de loi de M. Gau..... p. 80

Budget 1952. — Réformes, dégrèvements et dispositions fiscales. — Proposition de loi de M. Raymond Boisdé. pp. 80 et 93

Feuille 4.

Budget 1952. — Réformes, dégrèvements et dispositions fiscales. — Proposition de loi de M. Raymond Boisdé (*suite*)..... p. 97

Dignité de maréchal de France au général Leclerc de Hauteclocque. — Proposition de loi de M. Dronne..... p. 107

Code général des impôts directs. — Réévaluation du matériel et des installations professionnelles pour certains contribuables des professions non commerciales. — Proposition de loi de M. Meck..... p. 107

Limite d'âge des maîtres tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines. — Complément à la loi du 21 mars 1948. — Propositions de loi de M. Gau..... p. 108

Code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer. — Avis..... p. 109

Législation des élections dans certains territoires d'outre-mer. — Avis..... p. 112

Réouverture des huileries et savonneries de Marseille. — Proposition de résolution de M. Cristofol..... p. 113

Baisse de prix sur tous les produits ayant subi des hausses depuis octobre 1951. — Proposition de résolution de M. Jacques Duclos..... p. 113

Réorganisation des transports ferroviaires et routiers. — Assainissement financier de la S. N. C. F. — Rapport par M. Robert Bichet..... p. 113

Pensions militaires d'invalidité. — Extension des avantages de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921 à ceux qui empruntent des transports publics par cars. — Proposition de résolution de M. Mouton..... p. 125

Agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées. — Classement dans la catégorie « B » des services actifs. — Proposition de loi de M. Soldani.. p. 125

Expulsion des occupants de bonne foi. — Complément à la loi du 1er décembre 1951. — Proposition de loi de M. Minjoz..... p. 126

Salaire minimum national interprofessionnel garanti. — Variation en fonction du coût de la vie. — Proposition de loi de M. Camille Laurens..... p. 126

Conseil général de la Nouvelle-Calédonie. — Composition et formation. — Proposition de loi de M. Maurice Lenormand ..... p. 126

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Conseil d'Etat.

Par arrêté du 21 juillet 1952, sont inscrits au tableau d'avancement de classe, pour l'année 1952, les secrétaires d'administration au conseil d'Etat dont les noms suivent:

Pour la 1re classe.

Mlle Degrelle (Renée), pour compter du 22 janvier 1952.
Mme Léger (Marguerite), pour compter du 1er juillet 1952.
Mlle Perrier (Gabrielle), pour compter du 1er juillet 1952.

Par arrêté du 20 septembre 1952, Mlle Degrelle (Renée), secrétaire d'administration de 2e classe (3e échelon), est élevée au grade de secrétaire d'administration de 1re classe (1er échelon), à compter du 22 janvier 1952, en remplacement de Mme Detrez, promue au principalat.

Mme Léger (Marguerite), et Mlle Perrier (Gabrielle), secrétaires d'administration de 2e classe (3e échelon), sont élevées au grade de secrétaires d'administration de 1re classe (1er échelon), à compter du 1er juillet 1952 (surnombres).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Administration centrale et services extérieurs.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Auboyneau (Christian-Robert-François-Marie-Joseph), ministre plénipotentiaire de 2e classe, 1er échelon, en mission à l'administration centrale, est placé, à compter du 1er juillet 1952, en position de service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, auprès de la présidence du conseil, en qualité de conseiller diplomatique auprès du secrétariat général permanent de la défense nationale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Lambotte (Jean-Alfred-François-Raymond), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, en fonctions à l'administration centrale, est placé, à compter du 16 août 1952, en position de service détaché auprès du secrétariat général du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, en qualité de secrétaire à la direction politique dudit organisme, pour une durée maximum de cinq ans.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Legendre (Michel-Albert-Georges), secrétaire des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon, en mission à l'administration centrale, est placé, à compter du 1er novembre 1951, en position de service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, auprès de la Résidence générale de France au Maroc, en qualité de chef adjoint de la mission française de liaison auprès des forces américaines.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Bobinski (Simone-Andrée), sténodactylographe 3e échelon, est placée dans la position de service détaché auprès du secrétariat des Nations Unies à Genève, en qualité de sténodactylographe monolingue, à compter du 16 août 1952, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Rivière (Irène-Mauriceite), sténodactylographe 4e échelon, est placée dans la position de service détaché auprès des services de l'Assemblée nationale, à compter du 1er avril 1952, pour une période de cinq ans.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Triau (Roger), chancelier de 3e classe, 3e échelon, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret ajoutant le Havre à la liste des lieux dans lesquels défense est faite de paraître à tous les individus frappés d'interdiction de séjour.

Rectificatif au *Journal officiel* du 21 septembre 1952: page 9195, 2e colonne, art. 1er, 3e ligne, au lieu de: « ...en application de l'article 1er du 30 octobre 1935 », lire: « ...en application de l'article 1er du décret du 30 octobre 1935 ».

Administration préfectorale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Bruneau (André), sous-préfet hors classe, est placé dans la position de service détaché à la disposition du préfet de la Marne, pour exercer les fonctions de directeur de l'hôpital phtisiologique Léon-Bourgeois, de Châlons-sur-Marne, et du centre phtisiologique départementiat qui y est rattaché.

Le présent arrêté aura effet pendant une période de cinq années au maximum à compter du 5 mai 1952.

Personnel du cadre des préfectures.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Veillard (André), secrétaire administratif de 2e classe, 2e échelon, à la préfecture de la Savoie, est placé en position de service détaché, pour une durée de cinq ans, à compter du 15 mai 1952, pour exercer les fonctions de secrétaire général de la mairie de Cognin (Savoie).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Jacques Vaillant, agent de bureau de 4e classe du cadre complémentaire en fonctions à la préfecture de Saône-et-Loire, est placé en position de service détaché, pour un an, à compter du 11 avril 1951, durée du stage qu'il doit effectuer avant d'être titularisé dans l'emploi de secrétaire administratif stagiaire à ladite préfecture.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Suzanne Pouillat, agent de bureau de 5e classe du cadre complémentaire, en fonctions à la préfecture de Saône-et-Loire, nommée secrétaire administratif stagiaire, est placée en position de service détaché, à compter du 1er novembre 1950, pour un an, durée du stage qu'elle doit accomplir avant sa titularisation.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Lepesant (Marcel), agent de bureau de 5e classe du cadre complémentaire en fonctions à la préfecture de la Manche, nommé secrétaire administratif stagiaire de préfecture, est placé en position de service détaché, à compter du 1er novembre 1950, pour un an, durée du stage qu'il doit accomplir avant sa titularisation.

Sûreté nationale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Cabal (Alphonse), inspecteur de la sûreté nationale de 1re classe, 3e échelon, au service régional de police judiciaire à Toulouse, est placé, en la même qualité, dans la position de détachement auprès du ministre de la France d'outre-mer (Afrique occidentale française) pour une durée de trois ans.

Le présent arrêté aura effet à compter de la veille du jour de l'embarquement de l'intéressé (soit le 26 juin 1952).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Deffis (André), inspecteur de la sûreté nationale de 2e classe, 2e échelon, officier de police judiciaire au service régional de police judiciaire, à Reims, est placé en la même qualité, dans la position de détachement auprès du ministre de la France d'outre-mer (Afrique occidentale française) pour une durée de trois ans.

Le présent arrêté aura effet à compter du 19 juin 1952.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Pietri (Don-Jean), commissaire de police de 2e classe, 2e échelon, à la direction générale de la sûreté nationale, est placé en position de détachement auprès du ministre de la France d'outre-mer (Madagascar), pour y exercer les mêmes fonctions, à compter du 18 octobre 1951 (veille de son embarquement), pour une durée de trois ans.

Par arrêté du 12 septembre 1952, M. l'inspecteur Renaud (Louis) de la police d'Etat du Var, est placé dans la position de détachement pour une durée de trois ans, auprès du haut commissaire de France en Afrique équatoriale française, pour exercer les mêmes fonctions.

Le présent arrêté aura effet à compter de la veille de l'embarquement de l'intéressé.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Remise de débet.

Par arrêté du 30 août 1952, sous réserve du versement préalable d'une somme de 17.200 F, il est fait remise gracieuse à M. le chef de bataillon de réserve Guiton (Roger), demeurant 2, boulevard de Cognehors, à la Rochelle (Charente-Maritime), de la somme de 70.120 F dont il est redevable envers le Trésor par suite de l'insuffisance des retenues exercées sur sa solde en compensation des délégations payées à Mme Guiton.

Nomination du chef de l'état-major particulier du secrétaire d'Etat à la marine.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine en date du 20 septembre 1952, est nommé au cabinet du secrétaire d'Etat à la marine chef de l'état-major particulier, M. le capitaine de vaisseau Ciriez (Robert).

Nomination d'un rapporteur près la commission consultative des marchés du secrétariat d'Etat à l'air.

Par arrêté du 19 août 1952, M. Therre, auditeur à la cour des comptes, est désigné comme rapporteur de la commission consultative des marchés auprès du secrétariat d'Etat à l'air.

Personnels civils extérieurs de la guerre.

Par arrêté du 26 août 1952 du secrétaire d'Etat à la guerre, l'offre de démission de M. Delmas (Emile), agent du cadre complémentaire de service à l'école militaire préparatoire technique du Mans, est acceptée à compter du 9 août 1952.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mme Arrighi, née Perbost (Marguerite), commis administratif du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détachée pour une durée de cinq ans au maximum, à compter du 1er novembre 1951, auprès du ministre de la France d'outre-mer en qualité de commis administratif en Afrique occidentale française.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mme Le Manach (Léocadie), aide-commis administratif de 1re classe (1er échelon) du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détachée pour une durée de cinq ans, à compter du 11 juillet 1951, dans les services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme du Morbihan à Lorient (renouvellement).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Allain (Emile), commis administratif de 1re classe (1e échelon) du département de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er juillet 1951, dans les services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, à Lorient (renouvellement).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Cohonner (Marcel), commis administratif de classe exceptionnelle du département de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er juillet 1951, dans les services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, à Lorient (renouvellement).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Dieucho (Alain), commis administratif de 1re classe (4e échelon) du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 1er juillet 1951, dans les services du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, à Lorient (renouvellement).

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Dubasque (Jean), expert principal en textiles du service de l'habillement du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat à la guerre), est détaché pour une durée de cinq ans, à compter du 11 mars 1952, auprès du secrétaire d'Etat à l'air (renouvellement).

Liste de véhicules susceptibles d'être rétrocédés à leurs anciens propriétaires.

NUMÉRO d'ordre.	GENRE	MARQUE	TYPE	NUMÉRO matricule.	NUMÉRO du châssis.
		VOITURES DE LIAISON			
En compte à la direction du matériel de la 1re région militaire (gendarmerie), Paris.					
1	V. L.	Citroën.	7 C	110618	200484
En compte à la direction du matériel de la 6e région militaire, Metz.					
2	V. G. L.	Hotchkiss.	686	020051	62635
En compte à la direction du matériel de la 7e région militaire, Dijon.					
3	V. L.	Peugeot.	402	101112	805631
En compte à la direction du matériel de la 10e région militaire (gendarmerie), Alger.					
4	V. L.	Peugeot.	202	111255	433627
5	V. L.	Renault.	B. D. S. 1	111315	917542
6	V. L.	Peugeot.	302	157334	753319
7	V. L.	Renault.	A. D. C. 2	157367	831480
8	V. L.	Renault.	A. D. C. 3	157378	863801
9	V. L.	Renault.	A. E. B. 2	157394	928918
10	V. L.	Renault.	B. D. J. 1	157413	869121
11	V. L.	Renault.	A. D. C. 3	157974	868678

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Décret du 20 septembre 1952 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 20 septembre 1952, rendu sur le rapport du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur portant que les promotions et nominations du présent décret sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, ont été promus et nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade d'officier.

MM.

Bouyssy (Ferdinand), expert comptable. Chevalier du 5 août 1938.

D'Estresse de Lanzac de Laborie (André-Marie-Alphonse-Joseph), conseiller maître à la cour des comptes, rapporteur général de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. Chevalier du 17 décembre 1933.

Goldberger (Henry), président directeur général de sociétés. Chevalier du 9 janvier 1936.

Au grade de chevalier.

MM.

Boulssou (Jean-Pierre-Marie), administrateur civil de classe exceptionnelle au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, sous-directeur au gouvernement général de l'Algérie; 32 ans de services civils, 32 annuités.

Bry (René-Camille), conseiller du commerce extérieur; 25 ans d'activité professionnelle et de services militaires, dont 2 ans dans la résistance, au total 27 annuités.

Maine (Maurice-Raoul), commissaire général de la foire internationale de Casablanca; 38 ans de services civils et militaires, dont 2 ans de mobilisation, au total 40 annuités.

Administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

Par arrêté du 19 septembre 1952, est renouvelé, pour une durée de cinq ans, le détachement auprès de l'office national de la navigation de M. Killian (Lucien), adjoint administratif de 1re classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er novembre 1951.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Combaz (Roger), administrateur civil de 2e classe à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, est placé en service détaché auprès de l'institut d'émission des Etats associés d'Indochine.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er octobre 1951.

Par arrêté du 20 septembre 1952, MM. Gerber (Jean-Claude) et Brochard (Jean-François) sont nommés secrétaires d'administration stagiaires (catégorie rédacteur) à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

M. Gerber (Jean-Claude), secrétaire d'administration stagiaire à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux affaires économiques, est placé, conformément aux dispositions de l'article 126 du statut général des fonctionnaires, en position spéciale dite « sous les drapeaux ».

M. Brochard (Jean-François), secrétaire d'administration stagiaire, est affecté à la direction de l'administration générale.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er septembre 1952.

Corps de contrôle des assurances.

Par un arrêté en date du 18 septembre 1952, M. Crepy (Alain), élève commissaire contrôleur adjoint des assurances au ministère des finances, a été nommé, à compter du 1er octobre 1952, commissaire contrôleur adjoint des assurances de 3e classe au ministère des finances, et titularisé, à compter de la même date, dans le grade correspondant.

Experts économiques d'Etat.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Peraud (André), expert économique d'Etat de 1re classe, est placé en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour être mis à la disposition de la direction des finances du Maroc, en vue d'exercer les fonctions de contrôleur financier (cadre chérifien).

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er octobre 1950.

Tableau d'avancement de classe d'administrateurs civils du secrétariat d'Etat aux affaires économiques détachés auprès de l'administration centrale du protectorat du Maroc.

ANNÉE 1951

Classe exceptionnelle.

MM. Gagnier (Maurice), Guillaumin (Jules), Massenet (Pierre),

1re classe.

MM. Blanc (Jean), Alessi (Fernand).

2e classe.

M. Rouquet (André).

PROMOTIONS

Par arrêté du 20 septembre 1952, les administrateurs civils de 1re classe dont les noms suivent, détachés du secrétariat d'Etat aux affaires économiques auprès de l'administration centrale du protectorat du Maroc, sont promus administrateurs civils de classe exceptionnelle, à compter des dates ci-dessous indiquées:

MM. Gagnier (Maurice), 13 avril 1951.
Guillaumin (Jules), 14 avril 1951.
Massenet (Pierre), 14 avril 1951.

MM. Blanc (Jean) et Alesi (Fernand), administrateurs civils de 1re classe détachés du secrétariat d'Etat aux affaires économiques auprès de l'administration centrale du protectorat du Maroc, sont promus administrateurs civils de 1re classe (1er échelon) à compter du 1er janvier 1951.

M. Rouquet (André), administrateur civil de 3e classe, détaché du secrétariat d'Etat aux affaires économiques auprès de l'administration centrale du protectorat du Maroc, est promu administrateur civil de 2e classe (1er échelon) à compter du 17 février 1951.

Tableau d'avancement de classe d'administrateurs civils en fonction auprès du gouvernement général de l'Algérie.

ANNÉE 1952

Classe exceptionnelle.

M. Marzocchi (Mario).

1re classe.

MM. Caro (Philippe) (service détaché), Chouillou (Jacques), Perrin (Maurice).

2e classe.

MM. Maréchal (Pierre), Ledermann (Jacques).

PROMOTIONS

Par arrêté du 20 septembre 1952:

M. Marzocchi (Mario), administrateur civil de 1re classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, en fonction auprès du gouvernement général de l'Algérie, est promu administrateur civil de classe exceptionnelle à compter du 1er janvier 1952.

M. Caro (Philippe), administrateur civil de 2e classe au secrétariat d'Etat aux affaires économiques, en fonction auprès du gouvernement général de l'Algérie, est promu administrateur civil de 1re classe (1er échelon) à compter du 18 avril 1952 et maintenu en service détaché.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Administration centrale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Saujet (Raymonde), secrétaire d'administration de 1re classe au ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, précédemment placée dans la position de service détaché auprès de l'office national de la navigation, est maintenue dans la même position pour une période de cinq ans, à compter du 1er août 1952.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mme Garry (Marguerite), secrétaire d'administration de 1re classe à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, précédemment placée dans la position de service détaché auprès de l'Agence française de presse, est maintenue dans la même position pour une période de cinq ans, à compter du 1er avril 1951.

Navigation aérienne.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Pages (Georges), contrôleur de la navigation aérienne (1er échelon), est détaché, pour une durée de deux ans, à compter du 1er décembre 1951, auprès de la Compagnie nationale Air France pour y exercer les fonctions d'agent d'opérations.

Office national de la navigation.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Durand (Simone), employée de bureau de 7e échelon, détachée auprès de l'office national de la navigation en vue d'occuper un emploi d'agent administratif de 2e classe au bac de Quillebeuf, est maintenue dans la même situation pour une période de cinq ans, à compter du 1er juillet 1952.

Ponts et chaussées.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Serre (Max), employé de bureau des ponts et chaussées de 3e échelon, attaché au service ordinaire des Bouches-du-Rhône, est mis à la disposition du ministre de la France d'outre-mer pour servir aux Etablissements français de l'Océanie en qualité de dessinateur.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Administration centrale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Simoni (Paul), administrateur civil de 1re classe (3e échelon) au ministère de l'industrie et du commerce, est détaché pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er juin 1952, auprès de l'Agence française de presse pour y exercer les fonctions de directeur du personnel.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Administration centrale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Lavault (Pierre), administrateur civil de 1re classe, 2e échelon, à l'administration centrale du ministère de l'agriculture, est maintenu dans la position de service détaché pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er février 1952, auprès du ministère des affaires étrangères (administration tunisienne) pour occuper un emploi d'administrateur civil de 1re classe, 2e échelon.

Eaux et forêts.

Par arrêté du 19 septembre 1952, est autorisé pour la période de deux ans, à compter du 1er octobre 1951, le renouvellement du détachement auprès du ministère des affaires étrangères, pour le service forestier du Maroc, de M. Chesneau (Jean-Pierre), ingénieur des eaux et forêts.

Enseignement ménager agricole.

Par arrêté du 19 septembre 1952, Mlle Cantegrel (Simone), professeur d'enseignement ménager agricole de 1re classe, est placée en service détaché pour une période de cinq années, à compter du 1er février 1950, et mise à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, pour occuper un poste de professeur à l'école ménagère du jardin d'essai du Hamma, à Alger.

Génie rural.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. David (Marc), ingénieur du génie rural, est détaché pour cinq ans, à compter du 1er janvier 1951, au ministère de la France d'outre-mer, pour servir au Dahomey (Afrique occidentale française).

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Administration centrale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Regimbart (Robert), secrétaire d'administration de 1re classe (3e échelon) de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, est détaché à Madagascar, pour compter du 1er septembre 1952, dans les fonctions de chef de bureau de 2e classe (indice 330) de l'administration générale d'outre-mer, pour une durée maximum de cinq ans.

Administration générale.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Randriamampita (Raymond-Alfred-Henri), chef de bureau de 2e classe d'administration générale d'outre-mer, est maintenu en service détaché auprès du commissariat à l'énergie atomique, du 1er novembre 1951 au 4 juillet 1953, veille de son embarquement pour une affectation outre-mer.

Agriculture.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Tourancheau (Maurice), ingénieur principal de 3e classe des services de l'agriculture d'outre-mer, est placé dans la position de détachement, pour une période d'un an, à compter du 15 juillet 1952, en vue de servir en qualité d'adjoint au directeur technique, à la Compagnie française pour le développement des fibres textiles.

Eaux et forêts.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Letourneux (Charles), inspecteur de 1re classe (2e échelon) du corps des officiers ingénieurs des eaux et forêts de la France d'outre-mer, est maintenu dans la position de détachement pour un an, à compter du 7 février 1952, auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en vue d'une mission d'études forestières à Ceylan dans le cadre de l'assistance technique aux pays insuffisamment développés.

Géologues.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Saurin (Edmond), géologue en chef de 1re classe de la France d'outre-mer, est placé dans la position de service détaché auprès du comité du plan d'équipement pour y occuper un emploi de son grade.

Le présent détachement prendra effet à compter de la veille de l'embarquement de M. Saurin et se terminera à l'issue du ou des congés auxquels son séjour auprès de l'organisme cité ci-dessus lui permettra de prétendre, sans toutefois pouvoir excéder cinq années.

Transmissions.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, en date du 12 septembre 1952, les fonctionnaires du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer dont les noms suivent sont inscrits au tableau complémentaire d'avancement de l'année 1952 pour compter des dates indiquées ci-après:

Pour la 1re classe avant deux ans du grade d'inspecteur de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones.

M. Giacomoni (Laurent), pour compter du 1er septembre 1952. Rappels pour services militaires épuisés.

Pour la 1re classe du grade de contrôleur de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones.

M. Dubois (Louis), pour compter du 1er octobre 1952. Rappels pour services militaires conservés: néant.

Pour la 1re classe du grade d'inspecteur des installations radioélectriques.

M. Baillet (François), pour compter du 1er janvier 1952. Rappels pour services militaires conservés: 4 mois 19 jours.

Pour le grade d'inspecteur de 2e classe des installations radioélectriques.

M. Van Brabant (Pierre), pour compter du 11 novembre 1951. Rappels pour services militaires épuisés.

Pour la 2e classe du grade de chef de poste radioélectricien.

M. Bachelart (Jacques), pour compter du 1er juillet 1952. Rappels pour services militaires conservés: 5 ans 1 mois 1 jour.

Pour le grade de chef de poste radioélectricien de 3e classe.

M. Banabila Mohamed, pour compter du 1er juillet 1952. Rappels pour services militaires conservés: néant.

Pour le grade de vérificateur principal de 4e classe des installations techniques.

M. Corouge (Lucien), pour compter du 1er janvier 1952. Rappels pour services militaires conservés: 1 mois 25 jours.

Pour la 2e classe du grade de vérificateur des installations techniques.

M. Lachabrouilli (André), pour compter du 1er janvier 1952. Rappels pour services militaires conservés: néant.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, en date du 13 septembre 1952, les fonctionnaires du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer dont les noms suivent ont été promus, pour compter des dates indiquées ci-après, tant au point de vue de la solde qu'en ce qui concerne l'ancienneté:

A la hors-classe du grade de receveur supérieur.

Pour compter du 1er août 1952:

M. Aurenche (Marcel). Rappels pour services militaires conservés: 2 mois 7 jours.

M. Perus (Jean). Rappels pour services militaires conservés: 6 mois 19 jours.

A la 2e classe du grade d'ingénieur.

Pour compter du 17 août 1952: M. Moreau (Hubert). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 3e classe du grade d'inspecteur rédacteur.

Pour compter du 1er août 1952: M. Derenty (Gérard). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 4re classe avant deux ans du grade d'inspecteur de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones.

Pour compter du 1er septembre 1952: M. Giacomoni (Laurent). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 2e classe du grade d'inspecteur adjoint de l'exploitation des postes, télégraphes et téléphones.

Pour compter du 2 juillet 1952: M. Briard (André). Rappels pour services militaires épuisés.

Pour compter du 18 juillet 1952: M. Peyrouse (Daniel). Rappels pour services militaires conservés: 5 mois 19 jours.

Pour compter du 16 septembre 1952: M. Séguin (Pierre). Rappels pour services militaires conservés: néant.

Pour compter du 22 septembre 1952: M. Vignoles (André). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 1re classe du grade de chef de section radioélectricien.

Pour compter du 18 août 1952: M. Laborde (Louis). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 1re classe du grade de chef de poste radioélectricien.

Pour compter du 4 août 1952: M. Schwab (Georges). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 2e classe du grade de chef de poste radioélectricien.

Pour compter du 1er juillet 1952: M. Bachelart (Jacques). Rappels pour services militaires conservés: 5 ans 1 mois 1 jour.

Au grade de chef de poste radioélectricien de 3e classe.

Pour compter du 1er juillet 1952: M. Banabila Mohamed. Rappels pour services militaires conservés: néant.

A la 1re classe du grade de sous-chef de poste radioélectricien.

Pour compter du 18 juillet 1952: M. Pelissier (Jean). Rappels pour services militaires conservés: 2 ans 1 mois 26 jours.

A la 1re classe du grade d'inspecteur des installations radioélectriques.

Pour compter du 1er janvier 1952: M. Baillet (François). Rappels pour services militaires conservés: 4 mois 19 jours.

Pour compter du 14 septembre 1952: M. Lombard (Cyprien). Rappels pour services militaires conservés: 2 mois 13 jours.

Au grade de vérificateur principal de 4e classe des installations techniques.

Pour compter du 1er janvier 1952: M. Corouge (Lucien). Rappels pour services militaires conservés: 1 mois 25 jours.

A la 2e classe du grade de vérificateur des installations techniques.

Pour compter du 1er janvier 1952: M. Lachabrouilli (André). Rappels pour services militaires conservés: néant.

A la 3e classe du grade de vérificateur des installations techniques.

Pour compter du 23 juillet 1952: M. Le Scour (Jean-Jacques). Rappels pour services militaires conservés: 2 ans 4 mois 23 jours.

Pour compter du 16 septembre 1952: M. Thuin (Ernest). Rappels pour services militaires épuisés.

A la 4e classe du grade de vérificateur des installations techniques.

Pour compter du 6 juillet 1952: M. Cayeux (Guy). Rappels pour services militaires conservés: 6 mois.

A la 2e classe du grade de chef d'équipe principal des lignes.

Pour compter du 4 septembre 1952: M. Burdin (André). Rappels pour services militaires épuisés.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Administrateurs.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Furst, administrateur civil de 3e classe, est détaché en qualité de secrétaire général de la fédération des personnels techniques et administratifs, pour une période de trois ans à compter du 1er septembre 1951.

Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Maes (Paul), contrôleur de 1re classe des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre à Lille, est maintenu en position de détachement auprès du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme pendant la période du 16 janvier 1951 au 1er mars 1952 (date de réintégration dans les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, à la Rochelle), en vue d'y occuper les fonctions de sous-chef de section, 3e échelon, au service départemental des Alpes-Maritimes de cette administration.

Administration centrale et caisse nationale de sécurité sociale.

TABLEAU D'AVANCEMENT DE CLASSE DES SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION POUR L'ANNÉE 1952

Classe exceptionnelle.

4 Mlle Picquenard, 1er novembre 1952.
2 Mme Eberstoffler, 1er août 1952
3 Mmes Harlet, 1er août 1952.
4 Nunzi.

Classe principale.

4 Mlle Grégoire.
2 Poulat.
3 Mme Channeboux.
4 M. Poisson, 13 août 1952.
5 Mlle Debergue.

1re classe.

4 MM. Depommier, 7 mars 1952.
2 Pouyssegur, 11 avril 1952.
3 Mlle Morival, 16 mars 1952.
4 Beauvais, 1er avril 1952.
5 Mme Roy, 16 mars 1952.
6 M. Raynal.
7 Mme Foucher, 16 mars 1952
8 M. Lefèvre, 13 juillet 1952
9 Mmes Biard.
10 Mercier.
11 M. Morgni.
12 Mmes Delchelbohrer.
13 Guérard.

Par arrêté du 20 septembre 1952:

1° Les secrétaires d'administration de classe principale dont les noms suivent ont été nommées secrétaires d'administration de classe exceptionnelle à compter des dates inscrites en regard de leur nom:

Mme Eberstoffler, à compter du 1er août 1952.
Mme Harlet, à compter du 1er août 1952.
Mme Nunzi, à compter du 1er janvier 1952.

2° Les secrétaires d'administration de 1re classe dont les noms suivent ont été nommés secrétaires d'administration de classe principale (1er échelon) à compter des dates inscrites en regard de leur nom:

Mlle Grégoire, à compter du 1er janvier 1952.
Mlle Poulat, à compter du 1er janvier 1952.
Mme Channeboux, à compter du 1er janvier 1952.
M. Poisson, à compter du 13 août 1952.
Mlle Debergue, à compter du 1er janvier 1952.

3° Les secrétaires d'administration de 2e classe dont les noms suivent ont été nommés secrétaires d'administration de 1re classe (1er échelon) à compter des dates inscrites en regard de leur nom:

M. Depommier, à compter du 7 mars 1952.
M. Pouyssegur, à compter du 11 avril 1952.
Mlle Morival, à compter du 16 mars 1952.
Mlle Beauvais, à compter du 1er avril 1952.
Mme Roy, à compter du 11 mai 1952.
M. Raynal, à compter du 7 juin 1952.
Mme Foucher, à compter du 1er août 1952.
M. Lefèvre, à compter du 13 août 1952.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Sociétés d'habitations à loyer modéré.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 2 août 1952, sont approuvées, en ce qui concerne la législation sur les habitations à loyer modéré:

1° La dissolution de la Société rurale et ouvrière de crédit immobilier du Charollais, ayant eu son siège à Chauffailles (Saône-et-Loire);

2° La dissolution de la Société de crédit immobilier de Chalon-sur-Saône, ayant eu son siège à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire);

3° La fusion des organismes susvisés avec la Société de crédit immobilier de Mâcon, ayant son siège à Mâcon (Saône-et-Loire), et actuellement dénommée: « Société anonyme de crédit immobilier de Saône-et-Loire ».

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 5 août 1952, sont approuvées les délibérations des assemblées générales extraordinaires de la Société d'habitations à loyer modéré de Bolbec et des environs, ayant eu son siège à l'hôtel de ville de Bolbec (Seine-Inférieure), prononçant sa dissolution, arrêtant les comptes de liquidation et, après extinction du passif, attribuant l'excédent d'actif à l'office départemental d'habitations à loyer modéré de la Seine-Inférieure.

Déclaration d'urgence de travaux nécessaires à la réalisation de projets de reconstruction et d'aménagement dans diverses communes.

Par arrêtés conjoints du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et du secrétaire d'Etat au budget, en date du 20 août 1952, pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941, modifié notamment par l'ordonnance du 8 septembre 1945, sont déclarées urgentes les opérations prévues aux projets de reconstruction et d'aménagement dans les communes suivantes: Argentan (Orne), Meriel (Seine-et-Oise), Ostheim (Haut-Rhin).

Modification au projet de reconstruction et d'aménagement d'une commune.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 12 septembre 1952, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et de l'article 22 du décret du 21 juin 1945, modifié le 23 mars 1946 relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, est ordonnée la modification du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Herouvillette (Calvados) approuvé le 6 janvier 1949.

Cette modification intéresse le débouché du C. D. 37 sur la R. N. 813 et le tracé du C. D. 37 au Sud-Ouest de la commune et la réserve d'un terrain pour la création d'un groupe scolaire avec plateau d'évolution au lieudit Sainte-Honorine-la-Chardonnerette, le long du C. V. 01, près de la chapelle.

Les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur les parties du territoire visées par cette modification.

Création de quartiers de compensation dans diverses communes.

Par arrêtés conjoints du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, et du secrétaire d'Etat au budget, pris en application de l'article 10 de la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941, modifié notamment par l'ordonnance du 8 septembre 1945, est déclarée d'utilité publique et urgente la création de zones de compensation en vue de faciliter les opérations de remembrement ou de reconstruction dans les communes suivantes:

Argentan (Orne) (route d'Ecouché, route de Putanges). — Arrêté du 16 juillet 1952.

Bois-Colombes (Seine) (rue Henry-Litolff). — Arrêté du 29 mars 1952.

Grosbliederstroff (Moselle). — Arrêté du 20 août 1952.

Saint-Germain d'Ectot (Calvados). — Arrêté du 12 juillet 1952.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Administration centrale et services extérieurs.

Par arrêté du 19 septembre 1952, sont maintenus en position de détachement auprès de la Compagnie des câbles sud-américains pour une période de cinq ans, les fonctionnaires dont les noms suivent:

A compter du 6 août 1951, en qualité de directeur des services d'exploitation, M. Samour (Maurice), inspecteur principal.

A compter du 1er juillet 1952, en qualité de secrétaire général, M. Chevalier (Raoul), inspecteur principal.

A compter du 1er novembre 1952, en qualité de directeur général, M. Vergriete (Gaston), directeur départemental.

Par arrêté du 19 septembre 1952, M. Laprie (M.-J.), inspecteur principal à la direction régionale des télécommunications de Paris (*extra muros*), est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères, pour une période de cinq ans, à compter du 1er septembre 1952, pour servir auprès de l'office des postes, télégraphes et téléphones du Maroc.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Présidence du conseil.

Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 15 septembre au 20 septembre 1952:

I. — Notes et études documentaires.

N° 1652. — Documents sur les dix-huitième et dix-neuvième congrès du parti communiste bolchevik de l'U. R. S. S, d'après les sources officielles soviétiques (1939-1952) ..... 150 F.
N° 1653. — Aperçu sur l'industrie laitière norvégienne..... 75 F.
N° 1655. — Les partis politiques indiens et les élections générales de 1951-1952 ..... 75 F.
N° 1657. — Arrêt de la cour internationale de justice relatif aux droits des ressortissants des Etats-Unis au Maroc (27 août 1952)..... 75 F.

Abonnement aux « Notes et études documentaires »: six mois, 4.000 F; un an, 7.500 F.

II. — Chroniques étrangères.

N° 174. — Etats-Unis ..... 50 F.
N° 95. — Allemagne ..... 50 F.
N° 136. — Italie ..... 50 F.

Abonnement à chacune des six chroniques étrangères: six mois, 275 F; un an, 500 F.

III. — Articles et documents.

N° 2191. — Orient-Occident (L'Inde et la défense du Pacifique. — Le rôle de l'armée en Egypte. — La situation politique aux Philippines)..... 60 F.
N° 2192. — Sarre (Les conversations franco-allemandes. — « La décision incombe à Bonn »)..... 20 F.
N° 2193. — Etats-Unis (La situation dans l'Alaska. — La politique américaine et la situation des travailleurs) ..... 20 F.
N° 2194. — Yougoslavie (La Yougoslavie et ses voisins. — Les relations avec le Vatican)..... 20 F.
N° 2195. — Scandinavie (« Un nouveau Groenland ». — La campagne électorale en Suède)..... 20 F.

Abonnement aux « Articles et documents »: six mois, 2.000 F; un an, 3.800 F.

IV. — Problèmes économiques.

(Sélection de presse française et étrangère.)

N° 216 du 19 septembre 1952 présente, notamment: Les réunions du Fonds monétaire international et de la Banque internationale de reconstruction. — L'évolution économique et l'effort d'équipement du Maroc.
Le numéro..... 35 F.

Abonnement aux « Problèmes économiques »: six mois, 1.000 F; un an, 1.800 F.

V. — Cahiers français d'information.

N° 212 du 15 septembre 1952 présente, notamment: La construction navale française, ses traditions et ses capacités actuelles de réalisation. — Le problème de l'énergie atomique et l'effort français.
Le numéro..... 40 F.

Abonnement aux « Cahiers français d'information »: six mois, 500 F; un an, 900 F.

VI. — Documentation française illustrée.

N° 69 de septembre 1952: L'alpinisme..... 30 F.

Abonnement à la « Documentation française illustrée »: un an, 500 F.

VII. — Index général.

De janvier à juin 1952. — L'index..... 75 F.

VIII. — Bulletin hebdomadaire de statistique.

(Rédigé par l'institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 229 du 20 septembre 1952 présente, notamment, en variétés statistiques: Le Royaume-Uni (énergie, main-d'œuvre, industrie, salaires et prix, finances, commerce intérieur, commerce extérieur).

Abonnement au « Bulletin hebdomadaire de statistique »: un an, 1.200 F.
Le « Bulletin hebdomadaire de statistique » n'est pas vendu au numéro.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements et commandes au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P. Paris 9060-98).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

TARIFS DE TRANSPORT
SUR LES CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

1° Propositions de tarifs de transport présentées à l'homologation ministérielle.

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, dans le chapitre 9 du tarif n° 3, un nouveau paragraphe dont les dispositions sont reproduites ci-après:

TARIF N° 3

x x x

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à modifier, à partir du 1er novembre 1952, comme il est indiqué ci-après, certaines indications du chapitre 3 (§ 12) de l'annexe B aux conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises.

CHAPITRE III. — Relations Société nationale des chemins de fer français - Chemins de fer secondaires.

§ 12. — Région Nord et chemin de fer de Somain à Anzin et à la frontière belge (2).

Marchandises de toute nature, animaux, cercueils, véhicules routiers vides et matériel roulant sur rails.

Les transports entre les gares désignées ci-dessous sont effectués aux prix et conditions des tarifs intérieurs des deux administrations, mais les tarifs sont appliqués pour le parcours de la région Nord, sur la distance de, ou pour, Somain via Aniche . . . . . »

» . . . . . »

DISTANCES de Somain (via Aniche).	DES GARES de la région Nord ci-dessous	AUX GARES du chemin de fer d'Anzin ci-dessous	DISTANCES d'Abscon.
	ou inversement.		
kilomètres.			kilomètres.
6	Aniche		
18	Arleux		
14	Aubigny-au-Bac		
28	Cambrai		
21	Cantin		
67	Cartigny		
93	Chaulnes		
131	Dompierre-Ferrières		
51	Epéhy	Abscon	»
45	Gouzeaucourt	Escaudain	3
99	Hattencourt	Denain-Mines	6
115	Laboissière-Fescamp	Hérin	11
136	Maignelay-Montigny	Saint-Waast-la-Haut.	14
86	Marchélepot	Anzin	15
37	Marcoing	Bruay-sur-l'Escaut	19
39	Masnières	Fresnes	25
9	Monchecourt	Condé	26
124	Montdidier	Vieux-Condé	28
75	Péronne-la Chapelette		
73	Péronne-Flamicourt		
80	Pont-les-Brie		
59	Roisel		
106	Roye (Somme)		
145	Saint-Just-en-Chaussée.		
21	Sancourt		

(*Paris, le 18 septembre 1952.*)

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition ci-après tendant à la modification des règles d'arrondissement prévues à l'article 23 des tarifs généraux voyageurs et de l'article 19 du titre II du fascicule I des tarifs de la banlieue de Paris.

Tarifs généraux voyageurs.

TEXTE ACTUEL

Calcul des taxes de transport.

Art. 23. — Les taxes sont calculées sur les bases applicables à la date indiquée par le voyageur pour le commencement de son voyage.

La taxe de transport, les différents frais supplémentaires et, le cas échéant, les sommes perçues pour le compte, soit des chemins de fer étrangers, soit des chemins de fer secondaires, sont respectivement arrondis au franc supérieur lorsque la fraction atteint 5 décimes et au franc inférieur lorsqu'elle n'atteint pas 5 décimes.

Les prix indiqués dans les tarifs comprennent le droit de timbre quittance et, pour les bagages, le droit de timbre spécial.

TEXTE PROPOSÉ

Calcul des taxes de transport.

Art. 23. — Les taxes ..... (sans changement).

La taxe de transport ..... (sans changement).

De plus lorsque la somme à percevoir par voyageur et par trajet simple ou par enregistrement de bagages dépasse 100 F, elle est arrondie aux 10 F supérieurs, lorsque la fraction en sus du dernier multiple de 10 F atteint 5 F et aux 10 F inférieurs lorsqu'elle n'atteint pas 5 F.

Les prix indiqués ..... (sans changement).

Tarifs de la banlieue de Paris.

TITRE II

CHAPITRE IV

Art. 19. — Les taxes sont calculées sur les bases applicables à la date indiquée par le voyageur pour le commencement de son voyage.

Pour chaque titre constatant payement, la somme à percevoir est arrondie au franc supérieur lorsque la fraction atteint 5 décimes et au franc inférieur lorsqu'elle n'atteint pas 5 décimes (1).

TITRE II

CHAPITRE IV

Art. 19. — Les taxes sont calculées ..... (sans changement).

Pour chaque titre ..... (sans changement).

De plus, lorsque la somme à percevoir par voyageur et par trajet simple ou par enregistrement de bagages dépasse 100 F, elle est arrondie aux 10 F supérieurs lorsque la fraction en sus du dernier multiple de 10 F atteint 5 F et aux 10 F inférieurs lorsqu'elle n'atteint pas 5 F. (*Paris, le 23 septembre 1952.*)

2° *Prix d'application prévus conformément à l'article 14 (1°, b) du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.*

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que les mesures d'application figurant au chapitre 3 (§ 16-1) du tarif n° 8, prises dans le cadre du chapitre 3 (§ III) dudit tarif, en faveur des bois de soutènement destinés aux houillères du Nord et de l'Est, d'une part, et aux houillères d'Aquitaine, d'autre part, qui arrivent à expiration le 10 octobre 1952, seront prorogées, sauf avis contraire, jusqu'au 10 avril 1953. (*Paris, le 23 septembre 1952.*)

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que le prix à la tonne qui, sauf avis contraire, sera perçu à partir du 8 octobre 1952 dans la limite des barèmes à minimum et à maximum prévus au chapitre 1er du tarif n° 19 est fixé comme suit, pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin un an après la date de mise en vigueur:

Cahiers et registres (668);

Papier à écrire ou à imprimer non dénommé (663),

en provenance d'une fabrique desservie directement par la gare de Saint-Michel-sur-Charente à un dépôt appartenant à cette fabrique, desservi directement par la gare d'Ivry-sur-Seine.

Lorsque le tonnage des envois remis dans les conditions ci-dessus par un même expéditeur ayant souscrit l'engagement de fidélité prévu au chapitre 3 (§ II) atteindra annuellement 2.700 t, il sera fait application par voie de détaxe, du barème ci-après: par wagon chargé de 15 t: barème 68. (*Paris, le 23 septembre 1952.*)

Conformément à l'article 14 (1°, *b*) de son cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français informe le public que les prix à la tonne qui, sauf avis contraire, seront perçus, à partir du 8 octobre 1952, dans la limite des barèmes à minimum et à maximum prévus au tarif n° 3, chapitre 1er, sont fixés comme suit pour une période qui, sauf prorogation, prendra fin un an après la date de mise en vigueur.

Choucroute (156) en régime ordinaire.

RELATIONS		BARÈMES APPLICABLES — Par wagon chargé de:			
de	à	5 tonnes.	7 tonnes.	10 tonnes.	15 tonnes.
Vallentigny-Maizières.	Pantin Paris-la Villette Paris-la Chapelle	50	56	62	67

Les barèmes prévus ci-dessus sont applicables par voie de détaxe accordée à l'expéditeur ayant souscrit un engagement de fidélité de douze mois. (*Paris, le 23 septembre 1952.*)

3° *Prix d'application prévus conformément aux dispositions du tarif spécial à maximum et minimum en vigueur sur le réseau d'intérêt général du Vivarais de la Compagnie de chemins de fer départementaux.*

La Compagnie de chemins de fer départementaux soumet à l'approbation, dans le cadre du tarif spécial à maximum et à minimum en vigueur sur son réseau d'intérêt général du Vivarais, les prix d'application suivants pour les envois de châtaignes et marrons remis par les entreprises de groupages agréées par la compagnie:

RELATIONS	PRIX A PERCEVOIR par kilogramme (frais accessoires compris, ainsi que les frais de collecte ou de distribution).
	francs.
1° Des gares ou arrêts ci-après à la Voulte-sur-Rhône transit.	
1re zone. — Gares ou arrêts compris entre les Ollières inclus et la Voulte-sur-Rhône.....	1,10
2e zone. — Gares ou arrêts compris entre Chalençon inclus et les Ollières exclu.....	1,30
3e zone. — Gares ou arrêts compris entre Saint-Martin-de-Valamas inclus et Chalençon exclu	1,70
2° Des gares ou arrêts ci-après à Dunières transit.	
1re zone. — Gares ou arrêts compris entre Chalençon exclu et Dunières.....	2,70
2e zone. — Gares ou arrêts compris entre les Ollières exclu et Chalençon inclus.....	3,30
3e zone. — Gares ou arrêts compris entre la Voulte-sur-Rhône et les Ollières inclus.....	3,80

Les dispositions du présent avis entreront en vigueur, sauf avis contraire, dès le début de la campagne 1952-1953.

(*Paris, le 12 septembre* 1952.)

4° *Conventions concernant des taxes convenues.*

Prorogations de conventions tarifaires.

Conformément à l'article 14 du cahier des charges, la Société nationale des chemins de fer français a fait connaître son intention de proroger, jusqu'au 31 décembre 1953, les quatre conventions tarifaires suivantes, concernant le transport de gaz comprimés en wagons spécialement aménagés, qui arrivent à expiration le 31 décembre 1952:

Société de distribution des gaz des Pyrénées (S. D. G. P.);
Société des carburants du Sud-Ouest (S. C. S. O.);
Société des autobus du centre (S. A. C.);
Société air liquide (S. A. L.). (*Paris, le 13 septembre* 1952).

5° *Erratum.*

Erratum au *Journal officiel* du 16 septembre 1952, tarifs de transport sur les chemins de fer d'intérêt général, page 9094, colonne de gauche; 5° Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.

. . . . . .

Homologations (1re décision).

Il y a: « Proposition du 10 juillet 1952 tendant: 1° A la création, au chapitre 3 du tarif n° 2, de dispositions, ». Il faut lire: « 9 septembre 1952. — Société nationale des chemins de fer français. — Proposition du 10 juillet 1952 tendant: 1° A la création, au chapitre 3 du tarif n° 2, de dispositions, ».

(Le reste sans changement.)

Ministère des finances et des affaires économiques.

Avis relatif au tirage de la trente-cinquième tranche de la loterie nationale 1952.

Le tirage de la trente-cinquième tranche de la loterie nationale 1952 aura lieu le mercredi 24 septembre 1952 à vingt heures trente, en présence du public.

Sociétés étrangères d'assurances.

La société étrangère d'assurances « Société marocaine d'assurances », ayant son siège à Casablanca, a fait agréer par l'administration de l'enregistrement (décision du 11 juillet 1952, prenant effet du 4 juillet 1952) un représentant responsable des taxes et pénalités susceptibles d'être dues en France et en Algérie à raison des contrats passés dans toutes les branches par l'ensemble des agences qui sont ou seront exploitées en France métropolitaine, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion et en Algérie, ainsi que des contrats qui, directement reçus à l'étranger, porteraient sur des risques ayant leur assiette sur l'un de ces territoires.

La société tunisienne d'assurances « Astrée », compagnie franco-tunisienne d'assurances tous risques et de réassurances, ayant son siège à Tunis, a fait agréer par l'administration de l'enregistrement (décision du 29 août 1952, prenant effet du 31 mai 1952) un représentant responsable des taxes et pénalités susceptibles d'être dues en France et en Algérie à raison des contrats passés dans toutes les branches par l'ensemble des agences qui sont ou seront exploitées en France métropolitaine, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion et en Algérie, ainsi que des contrats qui, directement reçus à l'étranger, porteraient sur des risques ayant leur assiette sur l'un de ces territoires.

Ministère de l'agriculture.

Avis aux exportateurs de produits d'exploitation forestière et de scierie.

La direction générale des eaux et forêts vient d'adresser à tous les exportateurs figurant sur ses registres une circulaire et des tableaux se rapportant aux références d'exportation des produits forestiers et de scierie dont il sera fait état pour les répartitions des contingents d'exportation à venir.

Les exportateurs qui n'auraient pas reçu ces documents sont priés de les réclamer à la direction générale des eaux et forêts, service économique (bureau 60), 1 *ter*, avenue Lowendal, Paris (7e), avant le 30 septembre 1952, dernier délai.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse.	19 sept. — Cours relevés après Bourse.	DEVISES	22 septembre 1952 — Cours relevés avant Bourse.	22 septembre 1952 — Cours cotés en Bourse.
349 95	.... ..	Etats-Unis (1 dollar)....	.... ..	349 95 .....
701 ..	.... ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	700 50 .....
364 20	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	364 20 .....
1214 ..	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1215 .. ..
8007 50	.... ..	Suisse (100 francs).....	.... ..	8005 .. ..
463 70	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.)....	.... ..	....

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Société Nouvelle des Anciens Etablissements Wenger

CAPITAL SOCIAL : 16.200.000 F

4, AVENUE DAUMESNIL, A PARIS (12e)

R. C. : Seine n° 249827 B.

Liste des obligations 5 0/0 1930 de 300 F sorties au tirage du 24 juillet 1952.

42	30	97	122	125	2.186	2.191	2.266	2.272	2.274
156	213	214	229	237	2.297	2.320	2.334	2.352	2.380
281	307	350	353	354	2.390	2.392	2.404	2.427	2.439
371	384	390	399	406	2.447	2.472	2.520	2.537	2.543
449	471	515	520	533	2.546	2.560	2.633	2.700	2.762
560	575	579	596	617	2.771	2.783	2.798	2.806	2.807
631	650	670	682	683	2.842	2.863	2.864	2.908	2.911
736	803	809	823	842	2.910	2.954	2.976	2.984	3.005
898	966	978	980	997	3.010	3.016	3.033	3.039	3.041
1.011	1.058	1.085	1.086	1.093	3.072	3.109	3.140	3.148	3.150
1.104	1.116	1.123	1.124	1.131	3.163	3.173	3.176	3.189	3.198
1.140	1.156	1.221	1.257	1.265	3.199	3.200	3.211	3.226	3.230
1.280	1.293	1.309	1.320	1.327	3.237	3.241	3.243	3.267	3.269
1.332	1.344	1.361	1.380	1.387	3.289	3.313	3.316	3.327	3.335
1.404	1.413	1.420	1.429	1.506	3.346	3.403	3.415	3.467	3.472
1.518	1.537	1.541	1.557	1.585	3.489	3.531	3.563	3.569	3.583
1.617	1.659	1.669	1.680	1.695	3.617	3.622	3.641	3.652	3.671
1.724	1.748	1.763	1.783	1.897	3.710	3.718	3.719	3.721	3.739
1.907	1.953	1.971	1.972	1.988	3.744	3.745	3.781	3.790	3.796
1.992	2.043	2.046	2.057	2.080	3.811	3.815	3.821	3.827	3.897
2.094	2.097	2.109	2.114	2.145	3.898	3.909	3.943	3.960	3.962
2.156	2.173	2.172	2.175	2.184	3.971	3.974	3.988		

Ces obligations sont remboursables coupons n°s 45 et suivants attachés à raison de trois cents francs, à partir de ce jour, à Paris, 4, avenue Daumesnil, ou à Lyon, 13-15, rue Guilloud.

Liste des obligations de la Société nouvelle des anciens établissements F. Wenger sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.

13	19	21	25	28	915	951	977	979	982
34	35	37	40	44	984	986	987	1.025	1.028
45	48	63	86	90	1.032	1.043	1.044	1.047	1.048
92	98	103	107	116	1.076	1.091	1.096	1.100	1.101
130	138	141	145	150	1.102	1.133	1.134	1.135	1.136
207	225	227	228	230	1.138	1.139	1.141	1.142	1.144
231	232	234	235	236	1.145	1.147	1.154	1.157	1.158
238	239	240	241	244	1.171	1.173	1.174	1.175	1.185
245	246	326	341	355	1.199	1.200	1.202	1.204	1.207
357	358	372	374	376	1.209	1.216	1.225	1.228	1.233
411	415	457	458	459	1.255	1.261	1.262	1.263	1.266
487	493	494	495	496	1.267	1.268	1.279	1.287	1.289
498	499	500	501	518	1.292	1.299	1.300	1.301	1.304
519	531	543	547	556	1.305	1.307	1.316	1.322	1.323
562	564	565	566	568	1.331	1.354	1.356	1.357	1.367
570	573	576	584	598	1.391	1.394	1.396	1.397	1.433
606	619	623	626	628	1.434	1.446	1.504	1.519	1.521
647	648	649	652	669	1.524	1.526	1.528	1.530	1.531
671	678	680	685	692	1.534	1.538	1.554	1.556	1.563
693	697	699	700	703	1.567	1.573	1.592	1.596	1.598
704	708	709	731	733	1.599	1.607	1.608	1.623	1.627
739	740	741	743	744	1.628	1.610	1.615	1.616	1.654
746	755	756	757	758	1.655	1.656	1.657	1.677	1.691
759	763	765	766	768	1.708	1.759	1.768	1.770	1.771
769	770	772	777	778	1.773	1.775	1.776	1.777	1.785
779	780	789	790	792	1.786	1.788	1.789	1.790	1.791
795	796	798	799	800	1.792	1.793	1.794	1.796	1.799
854	860	861	863	864	1.800	1.801	1.802	1.810	1.816
877	885	887	890	891	1.847	1.848	1.849	1.875	1.878
893	895	899	901	906	1.880	1.882	1.884	1.885	1.888
908	909	912	914	915	1.890	1.901	1.910	1.917	1.918
918	922	934	941	944	1.919	1.922	1.926	1.933	1.942
1.947	1.950	1.951	1.952	1.954	2.901	2.907	2.910	2.913	2.915
1.965	1.968	1.969	1.970	1.979	2.920	2.921	2.968	2.977	2.994
2.011	2.012	2.014	2.015	2.016	2.998	3.004	3.034	3.038	3.045
2.018	2.020	2.052	2.053	2.070	3.096	3.097	3.110	3.121	3.124
2.087	2.088	2.091	2.099	2.101	3.131	3.132	3.162	3.166	3.167
2.102	2.123	2.150	2.152	2.154	3.170	3.178	3.187	3.188	3.190
2.157	2.159	2.160	2.169	2.198	3.192	3.193	3.195	3.196	3.201
2.202	2.208	2.209	2.210	2.212	3.204	3.221	3.228	3.229	3.247
2.222	2.223	2.226	2.228	2.232	3.265	3.280	3.296	3.297	3.302
2.233	2.235	2.236	2.238	2.240	3.319	3.324	3.325	3.326	3.330
2.241	2.242	2.243	2.244	2.248	3.331	3.333	3.356	3.361	3.362
2.252	2.255	2.256	2.257	2.259	3.363	3.365	3.366	3.368	3.374
2.260	2.261	2.263	2.267	2.268	3.373	3.374	3.375	3.376	3.378
2.269	2.271	2.275	2.281	2.286	3.381	3.392	3.394	3.395	3.397
2.306	2.310	2.316	2.341	2.345	3.399	3.400	3.401	3.402	3.404
2.346	2.351	2.363	2.367	2.370	3.423	3.424	3.427	3.429	3.432
2.373	2.383	2.384	2.389	2.400	3.434	3.435	3.438	3.440	3.441
2.403	2.415	2.422	2.423	2.424	3.442	3.443	3.457	3.462	3.466
2.426	2.429	2.434	2.449	2.470	3.470	3.485	3.486	3.488	3.513
2.471	2.473	2.475	2.498	2.500	3.543	3.581	3.582	3.584	3.586
2.509	2.512	2.513	2.514	2.517	3.588	3.589	3.590	3.594	3.595
2.519	2.521	2.523	2.526	2.533	3.605	3.606	3.610	3.632	3.636
2.538	2.544	2.547	2.553	2.556	3.639	3.650	3.651	3.653	3.655
2.600	2.620	2.621	2.624	2.625	3.658	3.686	3.687	3.691	3.694
2.628	2.630	2.636	2.663	2.666	3.720	3.722	3.736	3.728	3.732
2.675	2.679	2.735	2.738	2.739	3.733	3.734	3.735	3.736	3.746
2.741	2.746	2.750	2.753	2.763	3.803	3.804	3.816	3.817	3.824
2.767	2.768	2.770	2.772	2.773	3.826	3.830	3.836	3.840	3.862
2.774	2.777	2.780	2.782	2.822	3.869	3.887	3.890	3.891	3.893
2.830	2.858	2.861	2.865	1.868	3.900	3.952	3.969	3.970	3.973
2.869	2.871	2.872	2.874	2.879	3.979	3.980	3.982	3.984	3.996
2.880	2.881	2.883	2.891	2.898	3.997				

ETABLISSEMENTS CAILLARD & Cie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 82.635.000 F

SIÈGE SOCIAL : 20, RUE DE PRONY, LE HAVRE (SEINE-INFÉRIEURE)

Registre du commerce : le Havre n° 686 B.

Obligations 4 0/0 1915 de 5.000 F.

Septième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 15 octobre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres sortis au tirage de l'année 1948 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1946 et 1947, 1949 à 1951 ont été couverts par rachats en Bourse.

ATELIERS NEYRET-BEYLIER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 138 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : A SAINT-MARTIN-D'HERES (ISÈRE)

Registre du commerce : Grenoble n° 790.

Obligations de 4 1/4 0/0 de 2.000 F (émission 1945).

Amortissement du 1er octobre 1952.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ces obligations 4 1/4 0/0 de 2.000 F, la société a utilisé, par rachats en Bourse, pour l'amortissement du 1er octobre 1952, la totalité de la somme prévue par le tableau d'amortissement.

Les amortissements précédents ont été effectués également par rachats en Bourse.

LA JEANNE D'ARC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 190.650.000 F.

SIÈGE SOCIAL: 38-48, RUE DES ETATS-UNIS, A EPINAL

R. C.: Epinal n° 4593.

Obligations 4 1/4 0/0 1943 *de* 2.000 *F.*

Liste des 133 obligations sorties au tirage du 15 mai 1952 (4e amortissement) et remboursables à partir du 1er octobre prochain par 2.000 F.

41 à 20 — 71 à 80 — 351 à 360 — 501 à 510 — 641 à 650 — 1.631 à 1.640 — 1.751 à 1.760 — 1.821 à 1.830 — 2.011 à 2.013 — 2.121 à 2.130 — 3.161 à 3.170 — 5.251 à 5.260 — 5.341 à 5.350 — 7.091 à 7.100.

Le complément, soit 47 obligations, a été racheté en Bourse.

Les amortissements des années 1949 à 1951 ont été effectués par rachats en Bourse.

Le conseil d'administration.

SOCIETE D'ELECTRICITE MORS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 371.050.000 F

SIÈGE SOCIAL: 60, RUE DE PRONY, PARIS

R. C.: Seine n° 208871 B.

Obligations 5 1/2 0/0 1947 *de* 5.000 F.

Cinquième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité des titres formant l'annuité à amortir au 1er novembre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Tous les titres amortis au tirage de l'année 1948 ont été présentés au remboursement.

Les amortissements des années 1949 à 1951 ont été couverts par rachats en Bourse.

Société anonyme des Manufactures des Glaces et Produits Chimiques DE SAINT-GOBAIN, CHAUNY ET CIREY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.946.136.000 F

SIÈGE SOCIAL: 1 *bis*, PLACE DES SAUSSAIES, A PARIS

R. C.: Seine n° 98286.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 18 ans de 80.000 obligations 5 1/2 0/0 de 10.000 F émises en août 1952 et remboursables à 115 0/0 de leur valeur nominale.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE DE TITRES en circulation.	NOMBRE DE TITRES à amortir.
1	1er août 1953	80.000	4.444
2	— 1954	75.556	4.444
3	— 1955	71.112	4.444
4	— 1956	66.668	4.444
5	— 1957	62.224	4.444
6	— 1958	57.780	4.444
7	— 1959	53.336	4.444
8	— 1960	48.892	4.444
9	— 1961	44.448	4.444
10	— 1962	40.004	4.444
11	— 1963	35.560	4.445
12	— 1964	31.115	4.445
13	— 1965	26.670	4.445
14	— 1966	22.225	4.445
15	— 1967	17.780	4.445
16	— 1968	13.335	4.445
17	— 1969	8.890	4.445
18	— 1970	4.445	4.445
Total			80.000

Les tirages au sort tant normaux que supplémentaires s'effectueront de la manière suivante: un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

Société Minière et Métallurgique du Périgord

(Périgord, Montluçon et Roquelaure réunis.)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 825 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 91, RUE JOUFFROY, PARIS (17e).

R. C.: Seine n° 299563 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse le nombre d'obligations 4 0/0 1943 correspondant au neuvième amortissement prévu pour le 15 octobre 1952.

En conséquence, il n'y a pas lieu de procéder à un tirage.

A ce jour, aucun amortissement par tirage au sort n'a été effectué sur cet emprunt.

DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

22 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Spéléo-Club saint-affricain.** But: exploration souterraine, études d'hydrologie, pédogie, zoologie, botanique et tout ce qui se rattache à la spéléologie. Siège social: 2, rue Sarrus, Saint-Affrique.

25 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune. **Association des donneurs de sang de la clinique Sainte-Barbe.** But: réunir les donneurs de sang de Bully-les-Mines et environs. Siège social: clinique Sainte-Barbe, Bully-les-Mines.

29 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. **Jeunesses européennes libérales, section française.** But: développer chez les jeunes libéraux le désir de réaliser une Europe unie. Siège social: 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, Paris.

29 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Arras. **Société de chasse de Berles-Monchel.** But: répression du braconnage, préservation du gibier, repeuplement. Siège social: mairie de Berles-Monchel.

1er septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Meaux. **Société de chasse de Thorigny.** But: louer et exploiter en commun le droit de chasse sur le territoire de la commune de Thorigny. Siège social: mairie de Thorigny.

3 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Mantes. **Société amicale de l'harmonie municipale des Mureaux.** But: faire aimer et connaître la musique, resserrer les liens d'amitié des membres de la société. Siège social: hôtel de ville des Mureaux.

3 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Blois. **Association locale du mouvement national d'épargne de Muides, Nouan-sur-Loire, Saint-Dye-sur-Loire, Saint-Laurent-des-Eaux.** But: défense et développement de l'épargne. Siège social: mairie de Muides.

3 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Blois. **Association locale du mouvement national d'épargne de Vineuil, Huisseau-sur-Cosson, Montlivault, Saint-Claude, Saint-Gervais-la-Forêt.** But: défense et développement de l'épargne. Siège social: mairie de Vineuil.

3 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Blois. **Association locale du mouvement national d'épargne de Chaumont-sur-Loire, Candé-sur-Beuvron, Billy-sur-Loire.** But: défense et développement de l'épargne. Siège social: mairie de Chaumont-sur-Loire.

5 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Laval. **Société de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de la Mayenne.** But: protection, éducation, assistance des enfants et adolescents inadaptés. Siège social: palais de justice, Laval.

8 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Montdidier. **Association locale du mouvement national d'épargne de Roye.** But: défense et développement de l'épargné. Siège social: mairie de Roye.

9 septembre 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Valenciennes. **Association d'éducation populaire de Valenciennes Saint-Nicolas — Saint-Géry.** But: formation physique et morale des enfants et jeunes gens des paroisses Saint-Nicolas et Saint-Géry de Valenciennes. Siège social: 41, rue du Rempart, Valenciennes.

11 septembre 1952. Déclaration à la préfecture de Lille. **Association locale du mouvement national d'épargne de Ronchin.** But: défense et développement de l'épargne. Siège social: mairie de Ronchin.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

15 juillet 1952. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Association enregistrée à la sous-préfecture de Bonneville le 23 août 1952.) **Association du Clair Logis.** But: création et propagation d'œuvres de caractère culturel, social et spiritualiste. Siège social: mairie de Pontchy.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.